



Budget Lecornu : une attaque féroce Pour nous défendre, ne comptons que sur nous-mêmes !

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent à Macron et Lecornu que leur mission est de s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

Coupes et mauvais coups

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies sur la santé, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses. Les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières.

Toutes ces attaques vont s'ajouter à nos difficultés quotidiennes pourtant déjà nombreuses.

Grossière tentative d'arnaque sur les retraites

Pourtant, certains osent prétendre que ce budget est une avancée, car il contiendrait la suspension de la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, car le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continue d'augmenter,

l'augmentation est juste ralentie. En plus, pour que cette prétendue concession soit adoptée, il faudrait voter tout le budget de Lecornu !

Cela a suffi aux députés socialistes pour renoncer à la censure. Leurs partenaires du Nouveau Front populaire crient à la trahison... mais on ne peut être trahi que par ceux à qui on fait confiance ! La trahison, c'était plutôt de remettre en selle le Parti socialiste lors des élections législatives de 2022 et 2024.

Ce n'est cependant pas un hasard si la manœuvre de Lecornu pour faire passer ses attaques, concerne les retraites : c'est là qu'il y a eu les plus importantes luttes nationales ces dernières années, preuve que nos luttes laissent toujours des traces.

Préparons-nous à riposter !

À nous de faire échec à cette piètre tentative de détournement, en nous mettant en grève, tous et toutes ensemble, pour imposer que pas un seul salaire ni une seule allocation ne soit inférieurs à 2000 euros, pour des embauches massives dans les services publics, pour l'interdiction des licenciements...

Si les directions syndicales ne semblent pas pressées de préparer la contre-attaque, la CFDT se réjouissant même de l'entourloupe de Lecornu, certains n'attendent pas pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires ou leurs droits, comme les postiers du 17^e arrondissement de Paris, les cheminots de la gare Saint-Lazare, les ouvriers de la logistique et du transport de Geodis, les salariés d'Auchan, les étudiants sans-facs de l'université de Nanterre...

Les gouvernements changent, les politiciens passent, mais les politiques restent et resteront tant que les patrons, les actionnaires, les banquiers, qui ne dépendent pas des élections, garderont leur pouvoir. Alors regroupons-nous pour le renverser. C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !

Leur solution : toujours plus avec toujours moins...

A P1, la direction a choisi d'arrêter une chaîne de nuit, sous prétexte qu'il y a une baisse des ventes. Elle profite également de cet arrêt pour ne pas renouveler les contrats de plusieurs de nos camarades précaires, qui arrivent à échéance.

Baisse des ventes ? En tout cas pas de baisse de notre charge de travail ! Nous sommes toujours sous l'organisation du pack P1 où l'un d'entre nous doit gérer deux chaînes au conditionnement, nous contraignant à un rythme et à un niveau de concentration qui nous laissent à plat à la fin du poste !

... la nôtre : embaucher pour répartir le travail

Plutôt que de laisser nos collègues précaires sur le carreau, pourquoi ne pas les embaucher pour faire baisser la charge de travail sur les postes en tension ? Pourquoi faire les réunions de service en heure sup' s'il y a moins d'activité ?

Mais la notion de « *qualité de vie au travail* » tant vantée par la taule disparaît toujours de l'équation dès qu'il s'agit de mettre la main à la poche ! Le patron a pour seule boussole l'augmentation de la productivité, même en période creuse ! Organisons-nous pour revendiquer des embauches et la baisse de la charge de travail, c'est la seule manière d'améliorer notre avenir !

Adoptons nos bonnes attitudes

Comme chaque semaine, en réunion, on nous présente les « points sécurité ». A chaque accident, les collabo(rateurs) du SSE pointent la responsabilité individuelle en culpabilisant un salarié sur ses « *comportements et attitudes inappropriés* ».

Ce qui est inapproprié, c'est de mettre de la mousse sur chaque équipement inadapté pour « *sécuriser le poste de travail* ». La vraie sécurisation serait d'adapter les postes aux travailleurs et certainement pas l'inverse ! La bonne attitude pour assurer notre sécurité et préserver notre santé consiste à se battre pour des conditions de travail réellement « *appropriées* », avec moins de charges et une meilleure répartition entre tous ! Organisons-nous par la lutte et le rapport de force pour imposer cela !

Maîtrise du Bon Ouvrier

A P3, on nous a annoncé la fin de la période hypercare EBR. Surpriiiiiise ! Alors qu'on nous avait assuré que cette période d'apprentissage durerait jusqu'à la fin de l'année...

N'y aurait-il pas un lien avec les MBO de fin

d'année ? Nous savons que nous sommes objectivés sur ce qu'ils appellent nos « *erreurs humaines* » et que cela engendre des fiches vertes qui impactent la prime MBO. Car, effectivement, d'ici la fin de l'année, il va bien falloir que des chefaillons trouvent des arguments pour nous dire que nous n'avons pas atteint nos objectifs...

Nous voyons bien que nous n'avons pas la main sur l'attribution de cette prime. Or, nous avons tous besoin d'augmentations de salaire. Alors revendiquons l'intégration de cette prime à notre salaire mensuel pour qu'elle ne puisse ni être rabotée ni servir de carotte !

Bernard Arnault engrange 16 milliards d'euros... en une seule journée

La fortune de Bernard Arnault, l'homme le plus riche du pays, est passée de 176 à 192 milliards d'euros en une seule journée, dopée par le bond de plus de 12 % de l'action du groupe de luxe LVMH à la Bourse. Il a donc gagné 16 milliards d'un coup sans lever le petit doigt. La nouvelle est tombée en pleine discussion budgétaire alors que le gouvernement se refuse à taxer « l'outil de travail » des super-riches, c'est-à-dire notamment les actions boursières. La gauche, elle, est prête à appliquer la taxe Zucman et à les taxer à... 2 %. Alors que le problème de fond est d'exproprier ces profiteurs et de confisquer leurs fortunes bâties sur la sueur et le sang des exploités.

Darmanin annonce qu'il rendra visite à Sarkozy à la Santé

Le garde des sceaux, Gérard Darmanin, a annoncé urbi et orbi qu'il rendrait visite à Sarkozy en prison « *pour se rendre compte de ses conditions de sécurité* ». Et d'affirmer, avec un certain culot, que ces visites sont « *habituelles* ». Darmanin, qui se moque comme d'une guigne de son fameux « *devoir de réserve* », a trouvé ce moyen d'affirmer sa pleine solidarité avec l'ancien président de la République dont il fut le porte-parole de campagne en 2014. Leurs liens depuis sont restés intacts, en témoigne la visite, dans le plus grand secret, de Darmanin à Sarkozy, quelques jours seulement après sa condamnation. Sans compter la visite de Sarkozy à l'Élysée à la veille du week-end. Bref que ce dernier soit un délinquant multi-récidiviste n'empêche nullement le ministre de la Justice et Macron de lui manifester leur pleine solidarité de classe.

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA